RÉSEAU NATIONAL JEUNES DE LA RUE JEUNES EN ERRANCE

Mai 2025

bulletin n° 2-2025

SOMMAIRE

Lire, voir, écouter...	p. 2
Le rapport 2025 de la Cour des Comptes sur la Jeunesse	p. 3
La commission d'enquête de l'Assemblée Nationale sur les manquements des politiques publiques de protection de l'enfance	p. 4
La recommandation « Prévention spécialisée » de la H-A-S	p. 4
La fin du Contrat d'Engagement Jeune-Jeunes en rupture	p. 4
Le CEJ-JR. Rapport final de la recherche-action de la FAS	p. 5
Les rencontres nationales « Jeunes de la rue-Jeunes en errance » 2025	p. 6
Des questions et des projets au travail dans des équipes	p. 7
Des rendez-vous locaux et nationaux	p. 7

CEMÉA. 24 rue Marc Seguin. 75883 Paris cedex 18
jeunes-en-errance.cemea.asso.fr
Contact : errance-rue@cemea.asso.fr

LIRE, VOIR, ECOUTER ...

Femmes à la rue

Berenice Penafiel

Editions Terre Urbaine, 2025

On se souvient de la rencontre avec Bérénice Pénafiel aux rencontres nationales « Jeunes de la rue-jeunes en errance » 2023 à Nancy. Voici maintenant la mise en ordre « grand public » de sa thèse en sociologie préparée sous la direction de David le Breton, qui propose une belle préface à ce livre dégagé des canons universitaires.

Voici une ethnographie fine de la vie à la rue, de ces personnes que l'auteure dit « habitantes de la rue ». Et parmi ces personnes, des femmes.

Où et comment dormir, et quand ne pas dormir ? Comment se nourrir ? Comment se laver ? Quel maintien de l'hygiène corporelle ? Où et comment faire ses besoins ? Comment ne pas apparaître SDF en se faisant invisible ? Autant de questions, de problèmes rencontrés parmi tant d'autres, qui font l'objet d'une description clinique appuyée sur nombre d'entretiens et d'observations.

Et les femmes dans tout cela ? Dans la rue, sans le filtre sociétal des manières politiquement correctes, elles sont en permanence les objets, les victimes des rapports sociaux de genre construits sur la domination masculine. Les viols et plus largement les pratiques sexuelles contraintes. Les rapports de domination. Les stratégies pour y échapper, autant de stratégies de survie qui ne remettent pas en cause les fonctionnements sociaux : l'enlaidissement qui peut permettre de décourager, le contournement des lieux et des moments périlleux...

La vie de ces habitantes de la rue butte évidemment sur des réalités strictement féminines : hygiène intime, menstruations, espaces et lieux où uriner...

Et dans cette sauvagerie Bérénice Pénafiel nous montre aussi des femmes en quête de normalité, d'invisibilité, certes normée : la présentation de soi, le maquillage, les choix de vêtements, les rendez-vous amoureux via internet...

Cette ethnographie est articulée avec nombre de références à des travaux de recherche, à des données quantitatives, qui permettent de faire en permanence le lien entre les personnes qui habitent la rue et celles qui habitent leur maison. Et c'est là un grand intérêt de ce livre, que de ne pas faire des « cas », des spécimens extrêmes et un peu exotiques, de ces personnes, hommes et femmes, à l'évidente humanité même en souffrance.

L'itinérance au Québec. Réalités, ruptures et citoyenneté

Sue MacDonald (dir.)

Presses de l'Université du Québec, 2024. Distribution France Sofédis, Paris

Enorme. 227 pages pour rendre compte d'une longue enquête mêlant les acteurs sociaux et les usagers de la rue, construite sur des dizaines de groupes de discussion et d'entretiens semi-directifs, le tout piloté par un collectif de chercheurs eux-mêmes en articulation permanente avec les intervenants et les représentants d'usagers. Insistons sur la présence, la participation et le contrôle des usagers organisés en collectifs, bien au-delà des pratiques françaises aux quelques usagers autoproclamés devenant les référents permanents des institutions bien qu'ancrés sur leurs seules expériences.

Sept chapitres : Exister, (In)visibiliser l'itinérance, Se désaffilier, Circuler, Loger, Recourir, Agir. Le collectif de recherche s'est réparti les chapitres, chacun étant construit de la même façon en articulant les références et discussions scientifiques larges (Canada et France) et ce qui ressort de l'enquête. Théorie et concret dialoguent ensemble.

Un ouvrage essentiel qui présente la construction d'une réflexion et de propositions, aux antipodes du modèle français où chacun, chercheurs, praticiens, usagers, ignore l'autre.

Chiens de la casse.

[Podcast France Culture.](#)

La moitié de ce premier volet d'une série de huit consacrée aux chiens porte sur les chiens de la zone, avec nombre d'explications et d'observations de Christophe Blanchard, ethnologue spécialiste des relations hommes-chiens de la zone.

La rue, mes chiens, les autres et moi

Juliette Rousseau et Régis Robin

Vie Sociale et Traitement n°165, 1^{er} trim. 2025. p. 92-98

Les vies à la rue de Nanou et Bobby, récits recueillis par les auteurs. Les chiens, la socialité, les « autres »... Un texte articulé avec des références générales en sociologie de l'exclusion.

Aller vers

François Chobeaux. Vie Sociale et traitement n° 165, 1^{er} trim.2025. p. 113-117

« Aller vers est une forme de pratique du social dont il est attendu qu'elle réduise, voire supprime le non-recours et la non-demande. Sa mise en œuvre nécessite cependant de s'arrêter sur les constructions conceptuelles et les modalités pratiques qui la sous-tendent afin d'éviter une attente magique de ses effets.

Un chez-soi d'abord jeunes, dérailler ou bifurquer

Pascale Estecahandy, Christian Laval, Nicolas Trujillo

Rhizome n° 87, mai 2024. p.8-9.

L'expérimentation « Un chez-soi d'abord jeunes », lancée fin 2019 et ayant pris fin en décembre 2023, avait pour objectif de loger et d'accompagner des jeunes âgés de 18 à 21 ans, sans domicile ou avec un fort risque de le devenir, et présentant des troubles psychiques sévères moyennant un accompagnement intensif et pluridisciplinaire à leur entrée dans le programme. Adossée aux dispositifs d'appartements de coordination thérapeutique « un chez-soi d'abord » et déployée sur les métropoles lilloise et toulousaine, l'expérimentation proposait 50 places sur chaque territoire. Elle s'est appuyée sur l'hypothèse d'un accompagnement spécifique des jeunes adultes vivant avec une psychose débutante pour qui le risque d'instabilité résidentielle ou d'itinérance est plus important que la population générale, d'autant plus pour ceux qui ont un parcours émaillé de fragilités multiples.

<https://orspere-samdarra.com/2024/un-chez-soi-dabord-jeunes-derailler-ou-bifurquer/>

« Dans ma zone »

Karl Grux. 2018

Ce court film auto-réalisé par un ex étudiant CESF arrive enfin sur le site du réseau. Ce film venait à l'appui de son mémoire final pour le diplôme de CSEF.

Il est centré sur des paroles, des portraits de jeunes de la rue qui parlent de leurs vies.

<https://jeunes-en-errance.cemea.asso.fr/?Vers-une-transformation-sociale-du>

LE RAPPORT 2025 DE LA COUR DES COMPTES SUR LA JEUNESSE

Le rapport public annuel de la Cour des Comptes porte sur les politiques publiques mises en œuvre concernant les jeunes. Une section est consacrée à la prise en charge des jeunes majeurs sortants de l'ASE. Synthèse finale :

La loi du 7 février 2022 a créé un droit opposable à l'accompagnement des jeunes majeurs issus de l'ASE. Cette réforme est encore très partiellement mise en œuvre par les départements. Ceux-ci doivent notamment généraliser les commissions départementales d'accès à l'autonomie et les protocoles de prise en charge des jeunes majeurs. Les règlements départementaux d'aide sociale doivent être mis à jour. Les entretiens de bilan six mois après la sortie de l'ASE doivent être organisés. La réforme doit surtout s'accompagner d'une clarification des rôles respectifs des acteurs concernés, en particulier des départements et des missions locales ainsi que des MDPH et des ARS, pour garantir l'accès des jeunes majeurs issus de l'ASE aux dispositifs de droit commun. S'agissant d'une compétence décentralisée, il est légitime que le degré et les modalités d'accompagnement des jeunes issus de l'aide sociale à l'enfance ne soient pas identiques dans tous les départements. Leur action dans ce domaine doit cependant se construire sur un socle de base ne mettant pas en péril l'égalité des usagers devant le service public. À cet égard, la loi du 7 février 2022 a fait le pari d'un nouvel équilibre, en systématisant le droit à une prise en charge sans toutefois en prescrire la nature ni l'étendue. De ce fait, trois ans après son adoption, les pratiques restent disparates selon les territoires.

La Cour formule les recommandations suivantes :

1. Renforcer les coopérations avec les missions locales pour garantir l'accès des jeunes majeurs aux dispositifs d'insertion sociale et professionnelle (départements) ;
2. Renforcer les coopérations en matière de handicap avec les maisons départementales des personnes handicapées et en matière de psychiatrie avec les agences régionales de santé (ministère des solidarités, de l'autonomie et de l'égalité entre les femmes et les hommes, ministère de la santé et de l'accès aux soins, départements, maisons départementales des personnes handicapées, agences régionales de santé) ;
3. Définir des objectifs de prise en charge minimale et lier le versement des fonds accompagnant la mise en œuvre de la loi du 7 février 2022 à sa mise en place (ministère des solidarités, de l'autonomie et de l'égalité entre les femmes et les hommes) ;

4. Améliorer le taux de recours au pécule, notamment par un meilleur échange d'informations entre l'ensemble des acteurs concernés (Caisse nationale des allocations familiales, Caisse des dépôts et consignations, départements).

Pour lire l'ensemble de la section : <https://www.ccomptes.fr/sites/default/files/2025-03/20250319-RPA2025-volume1-prise-en-charge-jeunes-majeurs-sortant-de-l-aide-sociale-a-l-enfance.pdf>

LA COMMISSION D'ENQUETE DE L'ASSEMBLEE NATIONALE SUR LES MANQUEMENTS DES POLITIQUES PUBLIQUES DE PROTECTION DE L'ENFANCE

Cette commission d'enquête parlementaire a commencé ses travaux le 31 octobre 2024. L'examen du rapport, suivi d'un vote de validation à l'unanimité, a eu lieu le 1^{er} avril 2025. Tous les comptes-rendus des rencontres et des réunions, ainsi que le rapport final et ses annexes, sont sur le [site de l'Assemblée Nationale](#).

LA RECOMMANDATION « PREVENTION SPECIALISEE » DE LA HAUTE AUTORITE DE SANTE

Le groupe de travail préparatoire à cette recommandation est constitué. Il comprend 25 personnes mêlant postes, profils, territoires, fonctions... Il doit rendre sa copie pour l'été 2026, où un « groupe de lecture » sera constitué pour une dernière analyse. François Chobeaux fera partie de ce groupe de lecture. Y a-t-il des professionnels d'équipes du réseau qui ont envoyé leurs candidatures pour le groupe de travail, et qui ont –ou pas- été retenus ?

LA FIN DU CEJ-R

On avait connu la Garantie Jeune, dispositif d'insertion exigeant mais inadapté aux jeunes de la rue. Ce constat effectué, on avait alors connu la création de la Garantie Jeune *Renforcée* avec un allègement des contraintes formelles du modèle initial et une adaptation dynamique aux réalités des jeunes de la rue.

Ce dispositif intéressant avait alors été remplacé par les Contrat d'Engagement Jeune, un dispositif d'insertion inadapté aux jeunes de la rue. Ce constat effectué on avait donc connu ensuite le Contrat d'Engagement Jeune-*Jeunes en Rupture* (CEJ-JR), avec un allègement des contraintes formelles du modèle initial et une adaptation dynamique aux réalités des jeunes de la rue.

Ce dispositif intéressant va être remplacé par l'O2R, Offre de Repérage et de Remobilisation dont la limitation de durée à un an laisse penser qu'il peu inadapté aux jeunes de la rue. Des structures du réseau sont en train de répondre aux Offres de Manifestation d'Intérêt en formulant des propositions adaptées ; à suivre. <https://travail-emploi.gouv.fr/loffre-de-reperage-et-de-remobilisation-o2r>

Et le CEJ-R dans tout cela ?

Les appels à projet de la 1^{ère} vague se sont terminés le 31/12/2024. Les porteurs du CEJ-JR sont prolongés jusqu'au mois de septembre 2025 s'ils n'ont pas utilisé la totalité de leur enveloppe budgétaire.

Les appels à projet de la 2^{ème} vague se termineront le 31/12/2025.

LECEJ-JR. RAPPORT FINAL DE LA RECHERCHE-ACTION DE LA F-A-S

Le bulletin « Jeunes en errance » d'avril 2024 présentait les premiers acquis de la recherche-action engagée par la Fédération des Acteurs de la Solidarité.

Le [rapport final](#) est paru et se trouve sur ce [lien](#).

Reprise de la synthèse de ce rapport :

Le bilan du déploiement du CEJ-JR dressé dans ce rapport final est plus positif que celui du rapport

intermédiaire, et atteste de la **nécessité du temps long de mise en œuvre de ce type de parcours** avant l'observation de résultats :

- Pour la mise en œuvre de coopérations territoriales
- Pour la mise en œuvre interne des projets : adaptation des méthodes de repérage et de remobilisation par les porteurs
- Pour l'accompagnement de jeunes avec de nombreuses difficultés et freins à lever

Le CEJ-JR apparaît comme une réponse pertinente face aux besoins de mobilisation et d'accompagnement renforcé de jeunes en rupture, cumulant des freins importants à l'accès à l'emploi, **avec cependant des éléments à retenir sur les publics cibles et les leviers d'accompagnement.**

Le financement de temps professionnels dédiés et Le financement de temps professionnels dédiés et le cadre de la circulaire qui accorde une certaine flexibilité aux accompagnements mis en œuvre dans le CEJ-JR en s'adaptant avant tout aux besoins et à la temporalité des jeunes, permettent de **renouer avec les valeurs et principes du travail social.**

L'accent mis par les professionnels sur la carence des 5 mois interroge cependant quant à la pertinence de la cible de départ (les jeunes sans contact substantiel et récent avec la Mission Locale) et **l'opportunité d'élargir et de consacrer des dispositifs futurs à l'ensemble des jeunes en grande difficulté d'insertion, y compris pour ceux qui ne sont pas « hors radars » des acteurs de l'accompagnement socio-professionnel**, mais pour lesquels un accompagnement renforcé et selon une approche renouvelée (via le coaccompagnement) apparaît nécessaire. Pour les jeunes en rupture, à l'image de ceux dont les récits de vie sont retranscrits dans le cadre de la présente recherche-action, la temporalité du CEJ-JR apparaît insuffisante au regard du temps.

d'accompagnement nécessaire à la levée des freins souvent multiples et à la remobilisation des jeunes dans un parcours d'insertion.

Le bon déploiement du CEJ-JR se juge à la capacité des porteurs et partenaires d'apporter des réponses concrètes et immédiates aux difficultés rencontrées par les jeunes en ruptures. Des réponses qui font défaut notamment sur la dimension financière, la phase en amont de la contractualisation CEJ n'ouvrant pas le droit à une allocation, et sur les **dimensions santé (et en particulier santé mentale) et logement**, dès lors que les porteurs n'ont pas intégré à leur projet des solutions dédiées aux jeunes accompagnés (logements et permanences médicales). Certains porteurs soulignent **le temps de contractualisation trop court**, inadapté pour rapprocher des services de droit commun des jeunes qui cumulent beaucoup de difficultés.

Elément positif majeur du CEJ-JR, les projets ont permis d'initier ou de renforcer les coopérations entre acteurs en faveur du repérage et de la construction de réponses face aux besoins des jeunes. Le délai très raccourci de l'appel à projet n'a souvent pas permis de concevoir les projets avec tous les partenaires nécessaires, mais le partenariat et le coaccompagnement ont fini par se déployer et de manière positive : la mise en œuvre des projets a fortement reposé sur le partenariat, à la fois sur le repérage et l'orientation de nouveaux jeunes comme sur le développement de nouvelles possibilités d'accompagnement par l'interconnaissance et la construction de réponses plus globales et adaptées aux besoins des jeunes. Après un temps d'adaptation des modalités de mise en œuvre et de coopération de cultures professionnelles différentes, le CEJ-JR a institutionnalisé et légitimé la place des porteurs de projets associatifs dans l'accompagnement des jeunes en complémentarité avec le travail des Missions Locales.

Le pilotage par l'Etat de l'expérimentation aurait gagné à être clarifié et renforcé pour garantir un bon déploiement du dispositif. Un pilotage renforcé aurait servi la visibilité et lisibilité du dispositif, ainsi que la mise en commun des expertises, l'adaptation conjointe des pratiques et la construction d'outils supports de la coopération, à l'image de certaines initiatives présentées dans ce document. Cette adaptation et cette construction ne sont possibles qu'avec le soutien et le pilotage de l'Etat, nécessaire à la bonne coordination des acteurs permettant in fine, l'insertion sociale et professionnelle des jeunes. **Une communication nationale simplifiée** portant sur le cadre opérationnel de mise en œuvre du CEJ-JR dès le lancement de l'expérimentation aurait limité les variations de mises en œuvre liées aux interprétations hétérogènes des acteurs (critères et modalités d'entrée en parcours CEJ-JR, cadre du coaccompagnement à mettre en œuvre entre les porteurs et les missions locales, feuille de route pour les référents jeunes au sein des SIAO, pièces constitutives du dossiers administratif, modalités d'application des 15 heures d'activité...). Un outillage autour d'une **mallette pédagogique** à destination des lauréats des différentes vagues du CEJ-JR et des conseillers en insertion professionnelle des Missions locales, construit à partir des bonnes pratiques repérées dans le cadre du CEJ-JR notamment,

mais aussi d'autres retours d'expériences (PIC, CEJ, Garantie jeunes...) constitue une piste intéressante pour enrichir les expérimentations locales futures. Cet outillage doit par ailleurs s'adosser à une **animation entre les porteurs de projets**, autour de partages d'expériences et de solutions déployées, portée au niveau national, en faveur de la capitalisation des enseignements issus des projets déployés localement.

Le CEJ-JR n'est pas prolongé au-delà de la seconde vague de projet qui prendra fin en 2026. L'Appel à Manifestation d'Intérêt sur l'Offre de Repérage et de Remobilisation (O2R) issu de l'article 7 de la loi n°2023-1196 du 18 décembre 2023 pour le plein emploi entend répondre aux besoins des publics éloignés de l'emploi, dont les jeunes. Parmi les porteurs suivis, cinq envisagent la poursuite des actions engagées dans le CEJ-JR dans le cadre d'autres appels à projet. Aussi, si ce rapport porte sur la mise en œuvre du CEJ-JR, ses préconisations ont vocation à s'étendre à l'ensemble des projets relevant de « l'offre de repérage et de remobilisation » (O2R) et à fournir des outils et des orientations concrètes pour accompagner les porteurs de projets lauréats ainsi que leurs interlocuteurs au sein des services de l'État, afin de renforcer l'insertion sociale et professionnelle durable des jeunes les plus éloigné-es de l'emploi.

LES ACTES DES RENCONTRES NATIONALES « JEUNES DE LA RUE-JEUNES EN ERRANCE » 2024

Les actes sont en ligne sur le site « jeunes en errance » : jeunes-en-errance.cemea.asso.fr

LES RENCONTRES NATIONALES « JEUNES DE LA RUE-JEUNES EN ERRANCE » 2025

Ces rencontres annuelles **pourraient** avoir lieu en Belgique, à Bruxelles, accueillies par les équipes bruxelloises du réseau.

Elles « pourraient », car il reste à garantir leur possibilité financière, liée au financement 2025 du fonctionnement du réseau actuellement en discussion.

Les dates envisagées : 25-26-27 novembre.

A suivre, en espérant voir clair, et du ciel bleu, au plus tard fin mai.

DES QUESTIONS ET PROJETS AU TRAVAIL DANS DES EQUIPES

Ces informations peuvent permettre le développement de contacts directs entre équipes intéressées.

A Lannion, le CCAS appuyé sur La Tribu de Tachenn démarre un diagnostic participatif sur les besoins des jeunes en dérive dans l'agglomération, avec une démarche largement inspirée des pratiques belges rapportées par les collègues du *Forum Bruxelles contre les inégalités*.

christelle.serradin@lannion.bzh

A Nantes, l'équipe de l'accueil de jour *La R'ssource* réfléchit à un projet d'équipe de rue multipartenariale.

larssource@solidarite-estuaire.fr

A Montpellier, l'équipe de *Gammes* (Accueil, insertion, orientation) réfléchit au montage d'une action d'insertion qui soit découplée des contraintes et des pratiques institutionnelles classiques. Une réponse particulière, adaptée, à l'AMI-O2R est à l'étude parmi d'autres hypothèses.

g.charpentier@gammes.org

A Montpellier, le SIAO 34 réfléchit à de nouvelles formes de travail avec les jeunes en rupture.

elsa.melon@siao34.org

A Lyon l'association Alynea (que le réseau connaît via la Maraude-Jeunes) va ouvrir un hébergement pour jeunes sortants d'ASE, avec dans l'équipe un travailleur pair ayant vécu des placements ASE dans une vie précédente

A Bagnols-sur-Cèze (Vaucluse) l'équipe de prévention spécialisée réfléchit à un accueil de jour pour jeunes en grande précarité.

cse.sante.jeunesse@riposte.fr

A Auxerre, le Foyer Départemental de l'Enfance prépare l'ouverture d'une unité externalisée visant à accompagner « les jeunes dits incasables, en errance et en rupture institutionnelle totale ».

ijhad.chana@yonne.fr

DES RENDEZ-VOUS LOCAUX ET NATIONAUX

Les 8-9-10 mai à Lannion. La Tribu de Tachenn organise trois journées de cinéma en plein air sur le site de la Locomotiv. Des films qui ont à voir avec la rue et l'insertion... Une occasion de rencontrer la Tribu sur son site principal d'action.

latribudetachen@gmail.com

Le 13 mai à Strasbourg. A 17h à la librairie Kleber, Bérénice Penafiel présente son ouvrage *Femmes à la rue : regards d'une sociologue*. Débat animé par David le Breton.

Le 22 mai 2025 à Evry (Essonne). Rencontre organisée par l'ASE 91 : « *Le travail éducatif autour du phénomène de fugue* ». Contact atrambaud-dufresne@cd-essonne.fr

Le 22 mai à Mulhouse. Journée d'étude organisée par le centre de formation Praxis-Alsace et l'association SURSO : « [Accompagner les personnes sans domicile. Hier, aujourd'hui, demain](#) ».

Les 5 et 6 juin 2025 à Dijon. Colloque « Traumatismes et dispositifs d'accompagnement » organisé par l'université de Bourgogne. L'équipe du CHRS « Le Lieu Dit » (Paris) y présentera son projet *Chien*. <https://tadac.sciencesconf.org/>

Le 14 octobre 2025 à Paris, Journée d'étude organisée par l'association OSER (Séjours de ruptures) sur « Les cas complexes ».

A suivre sur <https://www.oser.me/>